

De simples collecteurs d'impôts aujourd'hui, ces administrateurs ! Métier ingrat qui, lorsque par surcroît il est dépouillé d'autorité, ne laisse plus au cœur de l'imposé que le mépris et la rage. Alors, comment, pour l'administration, continuer à jouer ce rôle d'arbitre lorsqu'on sait son chef à la merci d'un rappel, à la merci d'une interpellation, voire d'un impertinent télégramme d'agitateur ?

Comment continuer lorsque, plus encore que ce chef, ses agents sont frappés d'impuissance et ont ainsi, ce qui est la fin de tout en pays oriental, au regard de ceux qu'ils administrent, perdu la face ? Au lieu de distribuer la justice entre les deux partis, l'administration a dû rechercher les bonnes grâces de ceux qui à Paris pouvaient désormais décider de son sort et c'a été, de sa part, pour les uns une inflation des dépenses, une inflation de projets coûteux ; pour les autres, une inflation de promesses dont une élite qui les a tout de suite exploitées, aujourd'hui, nous demande compte par la propre faute de nos gouvernements. L'administration de ses représentants, discutée dans son autorité, a dû cesser ce rôle d'arbitrage qui avait jusqu'ici retardé le règlement de compte où pourraient en venir les deux partis en présence. Voyons le premier, le plus fort, celui des vainqueurs, les colons.

### Les colons

Dans ce parti, deux classes. La première où comptent les vieilles familles venues dans les fourgons mêmes de nos troupes, celles qui

constituent l'armature économique de ce pays, celles qui ont été laborieuses, économes, prudentes et dont certains des représentants aujourd'hui peuvent, à cause de travail et de ces vertus, étaler des biens qui atteignent plusieurs centaines de millions, devant un prolétariat famélique qui les envie mais les respecte.

Et puis, il y a les autres, ceux qui sont venus, attirés sur cette terre justement par le récit des fortunes fabuleuses qui s'y fondaient. Ils ont marché émerveillés, les yeux levés vers le mirage qu'ils ne comprenaient pas, guidés, sur cette glèbe à défricher, par tant d'étoiles qui s'étaient levées en Algérie au firmament de la réussite. Et c'est peut-être pour cela qu'ils n'ont point aperçu tant d'échecs qui, eux aussi pourtant, jalonnaient les territoires immenses retournés à la friche. Ceux-là n'ont pas réussi ! Ils vivent chichement, aujourd'hui misérablement. Ils sont peut-être plus malheureux que les indigènes, parce qu'ils n'ont point leur fatalisme. Ils sont aigris, un peu haineux. Ils sont souvent injustes. Ils sont surtout très malheureux.

Alors, avec ces lourds moellons de rancœur et d'injustice qu'ils apportent, étonnez-vous que s'élève et s'épaississe le mur d'incompréhension. On tire, dans ce camp, grand argument de ce que les 850 mille Européens payent 950 millions d'impôt, tandis que 5 millions 1/2 d'indigènes arabes n'en versent guère que 290. Mas arpentez les terres appartenant aux uns et aux autres, estimez-en la valeur, collationnez les revenus et faites le bilan des richesses respectives. Je me demande si la disproportion qui, plus haut, les navrait, ne se retournerait pas en leur défaveur ?

Ce qu'il y a de triste à dire, c'est que ces fortunes fabuleuses que quelques premiers soldats-colons ont mis une vie, parfois plusieurs générations à fonder sur ce sol, bien des nouveaux venus avaient espéré, dans la dévaluation des choses et du temps, les échafauder à la face du ciel en moins d'un lustre. Ce que l'administration pourrait leur dire, à ces impatients, c'est que, sur cette terre où la France en cent ans a fini par inculquer quelques-uns de ses principes généreux, on ne peut plus vivre désormais que par le labeur et l'équité. Seulement, bien qu'elle discerne avec clairvoyance le seul chemin qui soit à suivre, l'administration ne peut faire entendre d'aussi sages maximes. Elle est faible, elle est désarmée. On a passé, à ses rudes poignets, la menotte électorale !